Zeitschrift: Protar

Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Band: 13 (1947)

Heft: 7-8

Artikel: Va-t-on réduire la P.A. à ses seuls cadres?

Autor: Müller, R.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-363219

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ist, wäre eine solche «Lösung» mehr als ein grober Fehler: Eine Unverantwortlichkeit.

Mögen daher die Behörden etwas Ganzes tun, die Luftschutztruppe sich organisch aufbauen lassen und sie nicht in das Prokruster-Bett einer Rahmenorganisation zwängen.

Nachschrift der Redaktion

Die Ausführungen in der Presse über die durch die Vorschläge zur Bundesfinanzreform vorgesehenen Kredite für die Landesverteidigung und die vom EMD als unbedingt notwendig bezeichneten Beträge zeigen erneut, dass das EMD offenbar eher die Neigung hat, in der erwarteten, neuen Gesamtkonzeption der Landesverteidigung den Luftschutz auszuschalten, als ihn unter allen Umständen in den richtigen Proportionen einzuordnen.

Das EMD führt nämlich aus, dass die Kredite für den Luftschutz (sie machen heute bekanntlich knapp ein halbes Prozent der gesamten Wehrkredite aus), sollten die Wehrkredite auf 300 Millionen herabgesetzt werden müssen, um die Hälfte zu reduzieren wären und es gibt auch zu, dass damit praktisch überhaupt nichts mehr erreicht werden könnte.

Das EMD glaubt also denjenigen Teil der Landesverteidigung, der bei praktisch zur Ohnmacht verurteilte Luftwaffe noch wirksam eingesetzt werden könnte, ausser acht lassen zu dürfen. War es in Holland nicht so, dass der Schlag aus der Luft auf Rotterdam weitgehend zum Zusammenbruch führte, obschon die holländische Feldarmee weit in der Uebermacht war? Dieser Zusammenbruch war begründet im Fehlen genügender Luftschutzmassnahmen und einer Schutztruppe, die moralisch und materiell im luftangegriffenen Gebiet hätte wirken können. Gerade dann, wenn es notwendig werden sollte (wir möchten an diese Alternative nicht glauben) die aktiven Verteidigungsmittel zu kürzen, nehmen die passiven an Bedeutung zu, und wir erwarten, dass diese Auffassung bei den verantwortlichen Instanzen endlich zum Durchbruch kommt.

Va-t-on réduire la P. A. à ses seuls cadres? Par le cap. R. Müller, bat. P. A. (Résumé)

Dans sa réponse au rapport du Général, le Conseil fédéral a reconnu que la Protection antiaérienne forme un pilier indispensable de notre défense nationale. Il est incontestable qu'un peuple sérieusement décidé à se défendre ne peut plus se passer d'une protection efficace contre les suites des bombardements aériens.

Or, dans ce même document, le Conseil fédéral prévoit de réduire la P. A. — comme le Service complémentaire féminin — à un organisme-cadre, composé d'officiers et, peut-être, de sous-officiers. La troupe ne serait recrutée et instruite qu'en cas de besoin immédiat.

Il est de notre devoir de combattre énergiquement une telle «solution», qui ne serait qu'un leurre.

D'abord, il faut tenir compte d'une différence fondamentale entre la P. A. et le S. C. F. Les personnes incorporées au S. C. F. y sont affectées à des tâches similaires à leurs occupations civiles (service de bureau, de téléphoniste, etc.). La troupe de P. A., par contre, forme une arme spéciale dont les charges exigent une préparation technique et tactique très poussée.

On ne saurait non plus recruter au dernier moment la troupe P. A. parmi les organisations civiles ayant des tâches analogues. Ni les corps de sapeurs-pompiers, ni les sociétés de samaritains, etc. ne sont préparés suffisamment aux interventions vastes et compliquées qu'on attend de la P. A.

De plus, le projet de réduire la P. A. à ses cadres nous paraît inapplicable en soi pour les trois raisons suivantes:

1° Comment recruter des cadres sans une troupe servant de réservoir, et comment donner à ces cadres la formation et l'entraînement nécessaires s'ils n'ont jamais l'occasion d'exercer un commandement effectif?

2° Pour recruter la troupe sitôt qu'un danger nous menace, il faudra au moins qu'elle soit présente sur le papier, c'est-à-dire incorporée d'avance à la P. A. Mais il ne s'agira alors que d'hommes âgés ou n'ayant pas les aptitudes physiques nécessaires au service pénible qui sera exigé d'eux. En outre, le temps manquera infailliblement pour les instruire et les rompre à la discipline militaire, sans laquelle la P. A. ne saurait fonctionner efficacement.

3° Même si on croyait pouvoir improviser l'instruction de la troupe, il serait évidemment impossible de le faire pour le matériel. Celui-ci devrait donc être prêt longtemps à l'avance. Or, comme il absorbe les trois quarts des frais totaux de la P. A., la seule économie réalisable le serait sur le quatrième quart, celui qui permet d'instruire et d'entraîner la troupe. On aurait ainsi un matériel coûteux — et personne qui sache s'en servir avec efficacité.

Pour satisfaire à sa tâche, dans une guerre future — plût au ciel qu'elle n'ait jamais lieu! — la P. A. ne peut se passer d'une troupe physiquement et moralement apte au service, soigneusement instruite et bien entraînée au maniement d'un matériel important, et, enfin, rompue à la pratique de la collaboration disciplinée à tous les degrés de la hiérarchie.

L'idée d'un organisme-cadre est illusoire; l'appliquer serait mettre le pays à la merci des bombardements aériens, que ni notre aviation, ni

notre D. C. A. n'arriveront jamais à empêcher suffisamment. Que les autorités laissent donc la P. A. se constituer organiquement, selon les besoins de sa tâche, et dans les limites d'un budget militaire judicieusement équilibré.

Note de la rédaction.

Bien loin de réserver à la P. A. la place qui lui revient dans une conception d'ensemble de la défense nationale, le D. M. F. semble vouloir la supprimer en pratique. En effet, si les crédits militaires sont ramenés à 300 millions, le Département annonce son intention de réduire de moitié les crédits attribués à la P. A., bien qu'ils ne représentent actuellement que le 0,5 % du total.

Comme notre arme aérienne sera toujours trop faible pour protéger tant soit peu notre territoire, renoncer à la P. A. équivaut à nous exposer à la catastrophe qui a frappé la Hollande en 1940. Malgré la supériorité de son armée sur le front, ce pays a capitulé, démoralisé qu'il était au bout de quelques jours par les raids terribles de la *Luftwaffe*, en particulier sur Rotterdam, contre lesquels la population n'était pas protégée.

Au cas où le peuple suisse se verrait vraiment obligé de rogner sur les crédits nécessaires à sa défense et de réduire les moyens de son armée, l'importance matérielle et psychologique d'une protection efficace contre les effets de la guerre aérienne en serait accrue d'autant. *R.*

Die strategische Bombardierung Deutschlands (Fortsetzung)

Von Hptm. **Willy Baumgartner**

Die Wirkung auf die Gesundheit

Wohl gelangt man zur Ueberzeugung, dass die Vernichtung des deutschen Volkes kein direktes Angriffsziel darstellte. Durch die Art und die Gewalt der Bombardierungen war aber das Leben des Stadtbewohners nicht weniger gefährdet und der dauernden Furcht, Anspannung und Abnützung nicht minder ausgesetzt, als es der Soldat auf dem Schlachtfelde war. Die öffentlichen Gesundheits- und Hygieneeinrichtungen wurden immer schwerer beschädigt und fielen in zunehmendem Masse aus. Die Ueberfüllung der noch bewohnbaren Räume ist ohne Beispiel in der westeuropäischen Geschichte. Die täglichen Mahlzeiten, die wir gewohnheitsmässig und zeitlich geordnet einnehmen, wurden zu einer in Geschmack, Menge und Nährwert dauernd abnehmenden Verpflegung, deren Beschaffen immer grössere Anstrengung und Findigkeit erforderte. Es entstanden Verhältnisse und Lebensbedingungen, die der Ausbreitung von ansteckenden Krankheiten Tür und Tor öffneten.

Die Wirkung auf die Gesundheit ist derart vielseitig, dass sie in dieser Zusammenstellung nur in grossen Zügen gestreift werden kann. Trotzdem muss über den Rahmen eines Sanitätsberichtes hinausgegangen werden. Man erhält beim Studium der Unterlagen den Eindruck, dass die Folgen in mancher Hinsicht nicht nur subtil sind, sondern auch von langer Dauer und mit Auswirkungen auf die kommende Generation sein werden. Wo der Einfluss der ordentlichen Kriegsführung aufhört und die besonderen Wirkungen der Luftangriffe beginnen, lässt sich oft nicht scharf abgrenzen.

I. Tote und Verletzte

Die genaue Zahl der Todesopfer wird infolge Zerstörung lokaler Todeslisten und der beim Zusammenbruch herrschenden Verwirrung nie genau ermittelt werden können. Genaue Statistiken der deutschen Amtsstellen wurden bis 1943 erstellt, die auf Grund der Untersuchungen und Vergleiche mit den Totenregistern der einzelnen Städte im allgemeinen als richtig befunden wurden. Darnach wurden durch Luftangriffe bis Ende 1943 total 110 732 Zivilpersonen getötet (1940: 349, 1941: 2785, 1942: 4327, 1943: 103 271). Die genauen Zahlen für die Jahre 1944 und 1945 waren nur in einer Anzahl Städten erhältlich. Die Angaben des deutschen statistischen Amtes sind für diese Zeit unrichtig. Die Gesamtzahl der Todesopfer wurde von den Amerikanern auf Grund der vorhandenen lokalen Ziffern, der abgeworfenen Bombenlasten, der Einwohnerzahl und unter Berücksichtigung aller beeinflussenden übrigen Faktoren so genau wie möglich zusammengestellt. Diese Schätzung ergibt für 1944 total 201 000, für 1945 total 110 000, zusammen 311 000 getötete Zivilpersonen. Diese Zahlen berücksichtigen die Verschütteten nicht. Genaue Erhebungen ergaben, dass im Sommer 1945 noch mindestens 77 750 Tote unter den Trümmern lagen, d. h. ein Viertel der 1944/1945 getöteten Personen. Diese Gesamtzahl von einer halben Million Toten, die vom Propagandaministerium schon im Januar 1945 intern mit 535 000 angenommen wurde (Einvernahme von Prof. Brandt, Reichskommissär für Gesundheit, Juni 1945), umfasst nur die beurkundeten Todesfälle niedergelassener deutscher Zivilpersonen. Um ein wahres Bild zu erhalten, müssten zu dieser Zahl noch die Ausländer, Juden, slawischen Arbeiter, versetzten deutschen Staatsbürger, Mitglieder der Wehrmacht, die lokalen und regionalen Polizei-, Luftschutz- und weitere halbmilitärische Abwehr- und Arbeitskräfte, sowie die Kriegsgefangenen, Insassen von Gefängnissen und Konzentrationslagern hinzugezählt